

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient les faits saillants financiers, mais n'inclut pas le rapport financier intermédiaire ou les états financiers annuels du fonds de placement. Il est possible d'obtenir un exemplaire du rapport financier intermédiaire ou des états financiers annuels gratuitement, sur demande, en composant le 1-866-378-7119, en nous écrivant à l'adresse NGAM Canada S.E.C. (le « gestionnaire »), 145 King Street Ouest, Suite 1500, Toronto, (Ontario) M5H 1J8, ou en consultant sur notre site Web, à l'adresse [ngam.natixis.ca](http://ngam.natixis.ca), ou sur celui de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous selon l'une ou l'autre de ces façons pour demander un exemplaire des politiques et procédures de vote par procuration du Fonds, du dossier de divulgation des votes par procuration ou des informations trimestrielles sur le portefeuille du Fonds.

#### NOTE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES.

Ce rapport peut renfermer des déclarations prospectives sur le Fonds, notamment sur sa stratégie, son rendement prévu et sa situation. Une déclaration prospective est une déclaration de nature prévisionnelle qui est assujettie ou fait référence à des événements ou à des facteurs futurs. Elle se caractérise par l'emploi de termes à connotation prospective comme « s'attendre à », « prévoir », « projeter », « croire », « estimer », et d'autres expressions analogues, ou leur forme négative. De plus, toute déclaration qui peut être faite au sujet du rendement futur, des stratégies ou perspectives et des mesures que pourrait prendre le Fonds est considérée aussi comme une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur les attentes et les projections actuelles à l'égard d'événements futurs et sont forcément assujetties, notamment, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses au sujet du Fonds et de facteurs économiques.

Les déclarations prospectives ne garantissent en rien les rendements futurs, et les événements et les résultats réels pourraient être très différents de ceux exprimés ou sous-entendus dans une déclaration prospective faite par Fonds en raison de facteurs importants. Parmi ces facteurs, notons entre autres les conditions générales de l'économie de la situation politique et du marché, les taux d'intérêt et de change, les marchés financiers, la concurrence, les changements technologiques, les changements apportés à la réglementation gouvernementale, des procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et des catastrophes.

Nous insistons sur le fait que la liste des facteurs précités n'est pas exhaustive. Par conséquent, nous vous invitons à prendre soigneusement en compte ces facteurs et d'autres facteurs avant de prendre toute décision d'investissement et nous vous demandons instamment de ne pas vous fier indûment sur ces déclarations prospectives. De plus, le Fonds n'entend pas mettre à jour l'une ou l'autre de ces déclarations prospectives par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ni pour tout autre motif.

## Analyse du rendement du Fonds par la direction

### Objectif et stratégies de placement

Le Fonds d'obligations canadien NexGen (le « Fonds ») cherche à obtenir un flux de revenu stable tout en préservant le capital, principalement au moyen de placements dans des titres à revenu fixe canadiens. J. Zechner Associates Inc. (« Zechner » ou le « sous-conseiller en valeurs »), utilise, pour l'administration du Fonds, des stratégies de placement qui permettent d'analyser la direction probable des taux d'intérêt, la valeur relative entre diverses durées jusqu'à l'échéance, les émissions individuelles et divers secteurs du marché obligataire.

### Risques

Aucun changement modifiant le niveau de risque global associé à un placement dans le Fonds n'a eu lieu pendant la période. Les risques inhérents au Fonds sont ceux dont il est question dans le prospectus simplifié le plus récent du Fonds, dans une modification ou dans l'aperçu du fonds.

### Résultats

La valeur liquidative du Fonds a augmenté de 27 921 211 \$ à 21 925 000 \$ au cours de l'exercice. Cette augmentation était le résultat d'une combinaison de l'investissement direct par le Fonds à gestion fiscale d'obligations canadiennes NexGen dans des parts du Fonds et rendement positif des placements compensée par des rachats nets.

Pour l'exercice terminée le 31 décembre 2016, la série comptes ordinaires du Fonds a dégagé un rendement de 1,1%, comparativement à 1,7% pour l'indice de référence, l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada (l'« indice »). Contrairement à celui de l'indice, le rendement du Fonds est calculé après déduction des frais. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour connaître le rendement des autres séries et catégories du Fonds.

Les obligations ont enregistré une demande soutenue au début de 2016, car les investisseurs cherchaient à se défaire de tout autre titre plus risqué. C'est ainsi que de très fortes liquidations ont eu lieu sur les marchés mondiaux des actions et des produits de base. Le prix du pétrole a accusé l'un des reculs les plus marqués, atteignant 29 % à la mi-février. D'autres produits de base ont également été touchés, le cuivre, par exemple, qui a chuté de 9 %. Les marchés des actions ont été très faibles, eux aussi, certains ayant connu leur pire début d'année civile de tous les temps. L'indice composite de la Bourse de Shanghai a baissé de plus de 22 %, le S&P 500 et l'indice mondial Morgan Stanley ont tous deux perdu plus de 10 %, tandis qu'au Canada, l'indice S&P/TSX fléchissait de 9 %. D'aussi importantes pertes ont déclenché une ruée sur les obligations plus sûres, ce qui a réduit les rendements de certaines obligations gouvernementales fédérales à de bas niveaux record. Cependant, l'aversion pour le risque a également influé sur les obligations de société, car les primes de risque (c'est-à-dire les écarts de rendement) ont grandement augmenté. Même les écarts de rendement des obligations provinciales se sont élargis dans le contexte de quasi-panique des six premières semaines de l'année.

Les rendements obligataires ont également fléchi en raison des pressions à la baisse des politiques monétaires énergiques de plusieurs banques centrales autour du globe. En janvier, la Banque du Japon a adopté des taux d'intérêt négatifs afin de stimuler son économie. En février, la banque centrale de Suède, la Riksbank, a surpris les observateurs en enfonçant davantage en territoire négatif ses taux d'intérêt administrés, les faisant passer de -0,35 % à -0,50 %. Et en mars, la Banque centrale européenne a réduit tous ses taux d'intérêt administrés, accru ses achats mensuels d'obligations – les portant de 60 à 80 milliards d'euros – et inclus, pour la première fois, les obligations de société parmi les obligations admissibles.

De la mi-février à avril, la reprise a été aussi forte que la liquidation du début de l'année. Mère Nature est cependant intervenue dans les premiers jours de mai, lorsque des incendies forestiers dans la région de Fort McMurray ont forcé l'évacuation de plus de 80 000 résidents et la réduction de la production pétrolière de plus d'un million de barils par jour. L'incidence négative temporaire des incendies forestiers, combinée avec une croissance décevante au Canada au premier trimestre, a entraîné une nouvelle baisse des rendements obligataires en mai. Toutefois, les plus importants changements dans les rendements obligataires sont survenus en juin, lorsque l'attention des marchés financiers mondiaux s'est tournée vers le

référendum britannique sur le maintien ou le retrait du pays de l'Union européenne. Les variations dans les sondages d'opinion ont entraîné les rendements à la baisse, puis à la hausse, avant le vote. En fin de compte, la victoire du Brexit a fait chuter les rendements, car l'incertitude résultante a suscité une autre ruée vers la sécurité des obligations dans le monde entier. Pendant que les rendements de plus en plus d'obligations souveraines autour du globe passaient en territoire négatif, le marché obligataire canadien s'avérait attrayant en comparaison. Les rendements obligataires canadiens ont atteint des creux historiques en juillet, dans la foulée de la victoire surprise des partisans du Brexit. Les écarts de rendement des obligations de société et des obligations provinciales ont inversé leurs mouvements d'élargissement antérieurs dans ce rebond et ont continué de rétrécir pendant le reste de l'année.

Les rendements obligataires de l'indice de référence ont évolué dans une fourchette étroite au troisième trimestre, car les investisseurs tentaient d'évaluer les conséquences du vote sur le Brexit ainsi que la solidité de la reprise économique après le faible semestre de 2016. Le quatrième trimestre a été dominé par la réaction du marché à la victoire inattendue de Donald Trump aux élections présidentielles américaines. Bien que la campagne de Trump ait été truffée d'énoncés de politique contradictoires, la réaction du marché aux résultats des élections a principalement porté sur les attentes d'une politique budgétaire vigoureusement expansionniste susceptible de stimuler la croissance économique américaine. Si les marchés boursiers ont réagi favorablement à l'amélioration des perspectives économiques, les marchés obligataires étaient emplis de désarroi devant les perspectives de déficits budgétaires considérablement plus élevés et d'une inflation accrue aux États-Unis. Les rendements des marchés obligataires mondiaux ont brusquement augmenté et les prix des obligations ont fléchi. Le mouvement de liquidation sur les marchés obligataires a été exacerbé à la fin de novembre à l'annonce d'une entente avec l'OPEP visant à réduire la production pétrolière, entraînant du même souffle une hausse des cours du pétrole. La hausse des taux de rendement au cours des trois derniers mois de l'année a provoqué au chapitre des prix des obligations un fléchissement qui s'est révélé particulièrement marqué dans les émissions de longue durée.

La Banque du Canada a laissé ses taux directeurs inchangés en 2016. La Banque a indiqué qu'elle attendait le plan de relance budgétaire promis par le gouvernement fédéral avant de décider de la nécessité d'une nouvelle détente monétaire. De plus, il semble que la Banque ne voulait pas occasionner d'autres baisses du taux de change. Dans son budget, le gouvernement fédéral a annoncé les mesures de relance budgétaire attendues, ce qui devrait stimuler la croissance au Canada en 2017. Pour l'investisseur obligataire, un des principaux aspects du budget était l'accroissement de l'émission d'obligations fédérales prévu pour l'exercice 2016-2017.

Le rendement du Fonds, avant charges, a été légèrement inférieur à celui de l'indice de référence à la première moitié de 2016, mais une remontée lui a permis de devancer l'indice de référence pour l'année complète. Cet écart initial est principalement attribuable à la surpondération en obligations de société, dont le rendement a fléchi comparativement aux obligations gouvernementales. Cependant, lorsque les obligations de société se sont ressaisies et ont dépassé le rendement des obligations gouvernementales au cours du reste de l'année, le rendement relatif du Fonds s'est amélioré. Une sélection favorable des titres a également profité au Fonds, car un certain nombre de titres de sociétés ont enregistré un rendement supérieur à la moyenne par suite d'un rétrécissement important des écarts de rendement.

Pendant l'année, le sous-conseiller a vendu certains titres de sociétés en raison d'une détérioration de la solvabilité de la société particulière ou du potentiel limité de celle-ci. Au nombre des titres vendus, notons Metro Inc., Cominar REIT, Hospital Infrastructure Partners, Daimler Canada Finance, Wells Fargo, Thomson Reuters et CIBC. Les obligations de la province de Terre-Neuve ont été vendues en raison des retards incessants et des dépassements de coûts liés au gigantesque projet de centrale électrique de Muskrat Falls. Les nouveaux titres ajoutés au Fonds sont OMERS Realty, CT REIT, les billets à taux variable de Banque Manuvie et de Central 1 Credit Union, TransCanada Pipelines, Banque de Montréal, Altalink, Saputo, Veresen, Cadillac Fairview Finance, et AGT Foods and Ingredients. La pondération des obligations de société a augmenté, passant de 44,0 % au début de l'année à 49,6 % à la moitié de l'année.

### Événements récents

À l'aube de 2017, il existe, selon les termes de l'ancien secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, un certain nombre d'inconnues connues. Les plus importantes à cet égard sont indubitablement les politiques de Donald Trump une fois qu'il entrera en fonction à la présidence et sa capacité à les mettre en œuvre, que ce soit en travaillant avec le Congrès ou en signant des décrets administratifs. Depuis les élections, les marchés des capitaux mondiaux ont réagi fortement, généralement d'avis que l'économie américaine bénéficiera d'un formidable coup de pouce grâce aux réductions d'impôt, à la réduction de la réglementation et à la hausse des dépenses d'infrastructures. Les marchés ont largement fait abstraction des risques, y compris la possibilité que l'instauration de politiques commerciales beaucoup plus restrictives ralentisse la croissance mondiale, le manque de cohésion entre les politiques de Trump et celles du Congrès et les répercussions importantes que le retard probable dans l'application de toute mesure de relance budgétaire risque d'avoir sur l'économie américaine. Compte tenu de la très forte réaction du marché aux élections présidentielles américaines, la recommandation « acheter aux élections et vendre lors de l'inauguration » qu'on pourrait lancer à la blague présente un certain intérêt.

Le moment choisi par les Britanniques pour décider de quitter officiellement l'Union européenne constitue une autre inconnue connue. Alors que la première ministre May a déclaré que l'avis de retrait exigé en vertu de l'article 50 serait enclenché d'ici le 31 mars, le sous-conseiller ne serait pas étonné si cette date limite était remise en cause. L'incroyable complexité que représente la renégociation de milliers d'ententes entre l'U.E. et la Bretagne de même que les répercussions potentiellement négatives que le Brexit risque d'avoir sur l'économie de la Bretagne donnent à penser que le renvoi de la décision à plus tard pourrait être la plus prudente des solutions à envisager. Si le Brexit devait être retardé, le sous-conseiller présumera que les investisseurs commenceront à exclure la possibilité qu'il finisse par se concrétiser un jour.

Une autre incertitude pour 2017 consiste à savoir s'il y aura d'autres mesures de réduction progressive des programmes d'assouplissement quantitatif par la Banque centrale européenne et la Banque du Japon. Non seulement ces plans de relance budgétaire extraordinaires ont peu, voire aucunement, contribué à stimuler les économies respectives, ils ont causé d'énormes distorsions au sein des marchés obligataires mondiaux en refoulant les rendements des obligations vers des creux ridiculement bas. Si la Banque centrale européenne ou la Banque du Japon annonçaient son intention de mettre un frein à ses achats d'obligations, cela réduirait les pressions à la baisse exercées sur les rendements des obligations et permettrait conséquemment à ces derniers de revenir à des niveaux plus normaux.

D'autres facteurs pourraient influencer les marchés, y compris une liquidation d'actions, des bouleversements géopolitiques et la réaction excessive de la Banque du Canada à la croissance décevante de l'économie canadienne. Plusieurs observateurs ont souligné que la reprise postélectorale avait eu pour effet de gonfler considérablement les cours par rapport aux normes historiques et qu'une correction était susceptible d'en résulter. S'il se produit une correction des marchés boursiers et que celle-ci est suffisamment prononcée, le sous-conseiller croit qu'un mouvement vers la sécurité offerte par les obligations pourrait s'engager. Sur le plan géopolitique, le sous-conseiller craint que l'inexpérience de Donald Trump en matière de diplomatie n'enhardisse certains des ennemis traditionnels des États-Unis, entraînant des crises qui perturberont les marchés. En ce qui concerne la croissance de l'économie canadienne, le sous-conseiller croit que sa faiblesse décevante persistera, même si les prix de l'énergie continuent de progresser. La Banque du Canada pourrait décider de réduire de nouveau les taux d'intérêt dans un effort futile destiné à contrer cette faiblesse, mesure qui pourrait être positive pour les obligations de courte durée, à moins que le désespoir apparent de la Banque n'incite les investisseurs étrangers à se départir de certaines de leurs obligations canadiennes. Même si la Banque ne réduit pas les taux, il est peu probable qu'elle les augmente en 2017.

Sur le plan du positionnement stratégique, le sous-conseiller a positionné le portefeuille avec une durée quelque peu plus courte que celle de l'indice de référence en raison de la tendance favorable aux rendements élevés. Cependant, le sous-conseiller est conscient que les marchés évoluent rarement en ligne droite et qu'une éventuelle remontée des prix des obligations constituera une meilleure occasion de réduire encore davantage les durées. Sur la courbe des rendements, le sous-conseiller a réduit les positions de liquidités parce que la correction des obligations de courte durée a donné lieu à des rendements plus sensibles. Parmi les secteurs, les titres de sociétés continuent de profiter de la chasse au rendement dans cette conjoncture de très faibles rendements. En conséquence, le sous-conseiller continue de surpondérer le secteur, mais il devient de plus en plus sélectif étant donné que certaines obligations de société atteignent leur pleine valeur.

*Changement de titres offerts*

À compter du 15 juin 2016, les titres de la série compte très grande valeur ne seront plus offerts aux fins d'achat, sauf par les épargnants qui sont propriétaires des titres de cette série en date du 15 juin 2016, qui pourront substituer leurs titres de cette série d'un Fonds NexGen ou d'un Fonds Natixis pour des titres de la même série d'un autre Fonds NexGen ou Fonds Natixis.

**Transactions entre parties liées**

NGAM Canada S.E.C. (le « gestionnaire ») fournit au Fonds des services de gestion, de distribution et d'administration de placements. Ces services sont offerts dans le cours normal des activités et comptabilisés au montant de la contrepartie convenue entre le gestionnaire et le Fonds. Conformément au Règlement 81-107, le Fonds doit créer un comité d'examen indépendant (CEI) auquel il doit soumettre toutes les questions de conflit d'intérêts, aux fins d'examen ou d'approbation. Le Règlement 81-107 oblige également le gestionnaire à établir des politiques et des procédures écrites pour traiter les questions de conflit d'intérêts, tenir un registre de ces questions et aider le CEI à exercer ses fonctions.

*Frais de gestion*

NGAM Canada S.E.C. est le gestionnaire du Fonds. En contrepartie des services-conseils en placement fournis, le gestionnaire touche des frais de gestion mensuels calculés en fonction de l'actif net moyen quotidien de chaque série du Fonds, à l'exception de la série comptes institutionnels. Le gestionnaire verse, à partir de ses frais de gestion, la rémunération du gestionnaire de portefeuille, ainsi que les commissions de vente et de suivi des courtiers qui distribuent les titres du fonds. En contrepartie des autres services administratifs fournis, le gestionnaire peut également facturer des frais administratifs aux fonds.

De temps à autre, le gestionnaire peut réduire les frais de gestion effectifs payables par certains porteurs de parts, en réduisant les frais de gestion imputés à ce fonds et en demandant au fonds de faire des distributions sur les frais de gestion aux porteurs de parts de montant égal à la réduction des frais de gestion. Les distributions sur les frais de gestion sont automatiquement réinvesties dans des parts supplémentaires du fonds et comptabilisées à titre de distribution dans les états financiers.

*Charges d'exploitation*

Chaque fonds est responsable du paiement de toutes les charges d'exploitation, y compris, mais sans s'y limiter, les impôts, les frais de comptabilité, les frais juridiques, les honoraires d'audit, les frais liés aux services du fiduciaire, les honoraires du CEI, les frais de garde, les frais administratifs, les coûts des services aux investisseurs, les frais de courtage, les intérêts et les frais bancaires ainsi que les frais liés aux prospectus et aux autres rapports. En contrepartie des autres services administratifs fournis par le gestionnaire, le gestionnaire peut également facturer des frais administratifs aux fonds. Le gestionnaire attribue au fonds certains frais généraux qui sont directement liés à l'exploitation du fonds (exclusion faite du marketing et des ventes). Ces frais généraux comprendront une partie des frais liés aux logiciels, aux systèmes et aux salaires du personnel de TI le gestionnaire, aux installations, aux assurances (assurance des biens et assurance responsabilité civile seulement), à l'amortissement des immobilisations corporelles, à la téléphonie et aux communications, à l'impression, aux frais de bureau et à d'autres frais administratifs généraux.

Les charges d'exploitation sont attribuées à un fonds ou à une série d'un fonds. Les charges d'exploitation communes à plusieurs fonds peuvent être réparties entre les fonds en fonction du nombre moyen de porteurs de parts ou de la valeur liquidative moyenne quotidienne des fonds, ou selon d'autres méthodes de répartition que le gestionnaire juge pertinentes, d'après le type de charges d'exploitation à répartir.

*Charges absorbées*

Le gestionnaire peut renoncer à une partie des frais de gestion ou des charges d'exploitation pour certains fonds, ou absorber une partie de ces frais et charges. La décision d'absorber ces charges est revue périodiquement et prise à l'entière discrétion du gestionnaire, sans avis aux porteurs de parts.

Les frais relatifs aux parties liées facturés se présentent comme suit :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Frais de gestion	313 762	404 334
Frais pour les services administratifs fournis par le gestionnaire	59 426	29 773
Charges du Fonds absorbées par le gestionnaire	(61 194)	(79 241)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS**

**Changement de nom de la société de gestion**

En août 2015, le nom de la société mère du gestionnaire, alors NexGen Financial Corporation, est devenu Société de Gestion mondiale d'actifs Natixis Canada.

**Opérations de prêt de titres**

Certains fonds peuvent participer à des opérations de prêt de titres. Ces opérations permettent à un fonds de gagner des honoraires en contrepartie d'un accord pour le prêt de titres à un tiers, lesquels doivent être retournés au Fonds, sur demande, en échange d'une garantie prescrite. La valeur des titres hors trésorerie détenus en garantie doit être équivalente à 102 % au moins de la juste valeur des titres prêtés. Un revenu est tiré de ces opérations sous la forme d'honoraires payés par une contrepartie. Le revenu tiré de ces opérations est inclus dans l'état du résultat global des états financiers du Fonds.

## Frais de gestion et description des séries

Le Fonds offre, à l'heure actuelle, huit séries de parts, à savoir les séries comptes ordinaires, F comptes ordinaires, comptes grande valeur, F comptes grande valeur, comptes très grande valeur, comptes institutionnels, la série avec frais reportés et la série avec frais réduits (Le Fonds a commencé à offrir la série à frais réduits le 8 mars 2010) (la séries comptes très grande valeur ne sont pas offerts aux fins d'achat après le 15 juin 2016, sauf au moment du réinvestissement d'une distribution ou d'une substitution des séries comptes très grande valeur d'un autre Fonds).

Les frais de gestion varient d'une série de parts à l'autre. Le Fonds paie le gestionnaire des frais de gestion globaux. Les frais de gestion afférents aux parts de la série comptes institutionnels sont négociés et payés directement par l'épargnant et non par le Fonds. Au moyen des frais de gestion, le gestionnaire paie la rémunération du conseiller en valeurs ainsi que les courtages et les commissions de suivi versées aux courtiers qui distribuent les titres du Fonds.

Séries	Frais de gestion (%)	En pourcentage des frais de gestion	
		Rémunération du courtier (%)	Administration générale, conseils en placement et profits (%)
Séries comptes ordinaire, avec frais reportés et avec frais réduits	1,35	28	72
Série F comptes ordinaires	0,85	0	100
Série comptes grande valeur	1,00	50	50
Série F comptes grande valeur	0,60	0	100
Série comptes très grande valeur	0,95	37	63

## Aperçu du portefeuille au 31 décembre 2016

L'aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations continues du Fonds. On peut obtenir des mises à jour mensuelles, sans frais, en téléphonant au 1 866 378-7119, en nous écrivant à l'adresse NGAM Canada S.E.C., 145 King Street Ouest, Suite 1500, Toronto (Ontario) M5H 1J8, sur notre site Web, à ngam.natixis.ca, ou sur celui de SEDAR, à www.sedar.com.

25 Principaux titres en portefeuille	%**	Répartition sectorielle	%**
Province de la Colombie-Britannique 5.7% 18 juin, 2029	6,9	Obligations de sociétés	50,8
Canada Housing Trust No. 1 1.9% 15 sept., 2026	6,2	Obligations du gouvernement municipales	1,1
Gouvernement du Canada 5.75% 1 juin, 2029	6,1	Obligations du gouvernement fédérales	24,7
Gouvernement du Canada 4.25% 1 déc, 2026	4,9	Obligations du gouvernement provinciales	22,9
Province de Québec 5,00 % 1 <sup>er</sup> déc. 2038	4,9	Titres adossés à des actifs	-
Gouvernement du Canada 4,25 % 1 <sup>er</sup> déc. 2026	4,5	Immobilier	-
Canada Housing Trust No. 1 1.75% 15 juin, 2018	3,9	Trésorerie et les équivalents de trésorerie <sup>^</sup>	0,5
Canada Housing Trust No. 1 2.9% 15 juin, 2024	3,6	Total	100,0
Province de l'Ontario 2.6% 2 juin, 2025	3,4		
Province de Québec 5% 1 déc, 2038	2,9		
IG Investment 2,05 % 1 <sup>er</sup> nov. 2018	2,1		
Transpower New Zealand Limited 3% 20 mars, 2017	1,9		
Cadillac Fairview Finance Trust 3.64% 9 mai, 2018	1,9		
Bank of America Corporation 1,88 % 1 <sup>er</sup> juin 2016	1,7		
Municipal Finance Authority de la Colombie-Britannique 3,35 % 1 <sup>er</sup> juin 2022	1,5		
First National 1,85 % 1 <sup>er</sup> juin 2019	1,5		
Pembina Pipeline Corporation 4.75% 30 avr., 2043	1,5		
The Empire Life Insurance Company 2.87% 31 mai, 2023	1,5		
Gouvernement du Canada 3,50 % 1 <sup>er</sup> déc. 2045	1,4		
Canadian Mortgage Pools 1.3% 1 juil., 2020	1,4		
Banque Manuvie du Canada 1.497% 1 juin, 2018	1,4		
Ville de Montréal 3,50 % 1 <sup>er</sup> sept. 2023	1,4		
Federated Co-operatives Limited 3.917% 17 juin, 2025	1,3		
Banque de Montréal 3.12% 19 sept., 2024	1,3		
Fiducie d'actifs BNC 7.447% 29 déc, 2049	1,3		

\*\*En fonction de la valeur liquidative aux fins des opérations suivant laquelle les titres sont évalués aux cours de clôture le 31 décembre 2016.

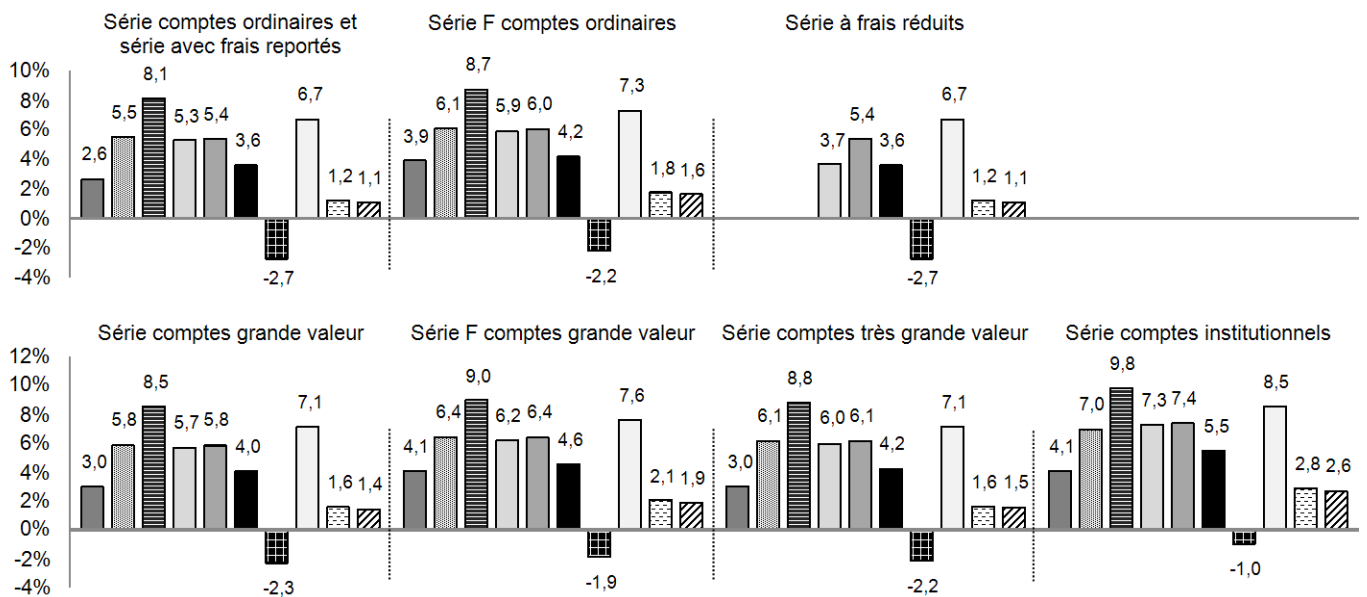
<sup>^</sup>y compris d'autres fonds de roulement.

## Rendement passé

Le rendement passé montre le rendement historique des différentes séries de parts du Fonds. Les chiffres qu'ils renferment ne sont donnés qu'à titre d'information, le rendement passé du Fonds n'étant pas nécessairement un indicateur de son rendement futur. Les données sur le rendement passé supposent le réinvestissement de toutes les distributions dans des parts supplémentaires de la même série du Fonds. Elles ne tiennent pas compte des frais d'acquisition, des frais de rachat, des distributions ou des frais accessoires qui peuvent réduire le rendement.

### Rendement annuel

Les tableaux ci-après présentent le rendement annuel de chaque catégorie et série d'actions du Fonds pour la période la plus courte entre a) les dix derniers exercices et b) les derniers exercices depuis la date de création du Fonds. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, la variation à la hausse ou à la baisse de la valeur d'un placement du premier au dernier jour de chaque période financière. (Le rendement de la série F comptes ordinaires et de la série F comptes grande valeur pour 2007 est présenté pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2007. Le rendement des parts de série à frais réduits à l'exercice 2010 est présenté pour la période du 8 mars au 31 décembre 2010).



■ 31 déc '07 ■ 31 déc '08 ■ 31 déc '09 □ 31 déc '10 ■ 31 déc '11 ■ 31 déc '12 ■ 31 déc '13 □ 31 déc '14 ■ 31 déc '15 ■ 31 déc '16

**Rendement annuel composé**

Le tableau suivant présente le rendement annuel composé global des différentes catégories et séries d'actions actuellement offertes par le Fonds, pour les périodes indiquées terminées le 31 décembre 2016. Le rendement est également comparé à l'indice de référence sur la même base.

Série <sup>1</sup>	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis la création <sup>3</sup>
Série comptes ordinaires et série avec frais reportés	1,1%	3,0%	1,9%	3,6%	
Série F comptes ordinaires	1,6%	3,5%	2,5%		4,5%
Série comptes grande valeur	1,4%	3,3%	2,3%	4,0%	
Série F comptes grande valeur	1,9%	3,8%	2,8%		4,8%
Série comptes très grande valeur	1,5%	3,4%	2,4%	4,2%	
Série comptes institutionnels	2,6%	4,6%	3,6%	5,3%	
Série à frais réduits	1,1%	3,0%	1,9%		2,7%

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2007 <sup>3</sup>	Depuis le 8 <sup>er</sup> mars 2010 <sup>3</sup>
Indice de référence <sup>2</sup>	1,7%	4,6%	3,2%	4,8%	5,1%	4,5%

<sup>1</sup> Après déduction de tous les frais payés par le Fonds, sauf dans le cas des parts de la série comptes institutionnels dont le rendement indiqué comprend les frais négociés et payés directement par l'épargnant.

<sup>2</sup> L'indice obligataire universel FTSE TMX Canada constitue une mesure générale du rendement des obligations canadiennes à échéance de plus d'un an. Il est composé d'environ 1 000 obligations canadiennes fédérales, provinciales, municipales et de sociétés assorties d'une note « BBB » ou supérieure.

<sup>3</sup> Les rendements annuels composés globaux sont calculés à partir de la date de création du fonds de détail - le 5 septembre 2006, pour toutes les séries, sauf pour les séries F comptes ordinaires et F comptes grande valeur, dont les rendements sont établis en fonction d'une période commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2007, et pour la série à frais réduits commençant le 8 mars 2010.

## Faits saillants de nature financière\*

Les tableaux ci-après présentent des données financières clés concernant le Fonds; ils ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers pour chacune des années ou la périodes terminées aux dates indiquées.

### ACTIF NET PAR PART (EN DOLLARS) <sup>1</sup>

	Séries comptes ordinaires, avec frais reportés et avec frais réduits					Série F comptes ordinaires				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
<b>Actif net au début de l'exercice</b>	12,76	12,86	12,28	12,63	12,18	13,48	13,51	12,83	13,12	12,58
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,44	0,44	0,43	0,43	0,45	0,45	0,46	0,45	0,44	0,47
Total des frais (sauf les distributions)	(0,22)	-	-	-	-	(0,15)	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de l'exercice	-	0,25	0,53	(0,10)	0,24	-	0,26	0,54	(0,07)	0,25
Gains (pertes) non réalisés au cours de l'exercice	(0,04)	(0,48)	(0,07)	(0,69)	(0,26)	(0,07)	(0,48)	0,03	(0,64)	(0,19)
<b>Augmentation (diminution) totale liée aux activités <sup>2</sup></b>	0,18	0,21	0,89	(0,36)	0,43	0,23	0,24	1,02	(0,27)	0,53
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,31)	(0,25)	(0,48)	(0,38)	(0,23)	(0,33)	(0,26)	(0,50)	(0,40)	(0,24)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	(0,18)	-	-	-	-	(0,18)
Remboursement de capital	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,02)	-	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	-
<b>Distributions totales <sup>3</sup></b>	(0,32)	(0,26)	(0,49)	(0,40)	(0,41)	(0,34)	(0,27)	(0,51)	(0,41)	(0,42)
<b>Actif net à la fin de l'exercice *</b>	12,59	12,76	12,86	12,28	12,61	13,37	13,48	13,51	12,83	13,10

	Série comptes grande valeur					Série F comptes grande valeur				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
<b>Actif net au début de l'exercice</b>	12,88	12,94	12,31	12,60	12,09	13,47	13,47	12,75	12,99	12,41
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,44	0,44	0,43	0,43	0,45	0,47	0,46	0,45	0,44	0,46
Total des frais (sauf les distributions)	(0,18)	-	-	-	-	(0,12)	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de l'exercice	-	0,24	0,67	(0,11)	0,24	-	0,25	0,56	(0,06)	0,25
Gains (pertes) non réalisés au cours de l'exercice	(0,01)	(0,48)	(0,36)	(0,67)	(0,19)	0,02	(0,52)	0,01	(0,57)	(0,16)
<b>Augmentation (diminution) totale liée aux activités <sup>2</sup></b>	0,25	0,20	0,74	(0,35)	0,50	0,37	0,19	1,02	(0,19)	0,55
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,31)	(0,25)	(0,49)	(0,38)	(0,23)	(0,33)	(0,26)	(0,50)	(0,39)	(0,24)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	(0,18)	-	-	-	-	(0,18)
Remboursement de capital	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	-	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	-
<b>Distributions totales <sup>3</sup></b>	(0,32)	(0,26)	(0,50)	(0,39)	(0,41)	(0,34)	(0,27)	(0,51)	(0,40)	(0,42)
<b>Actif net à la fin de l'exercice *</b>	12,75	12,88	12,94	12,31	12,58	13,40	13,47	13,47	12,75	12,98

	Série comptes très grande valeur					Série comptes institutionnels				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
<b>Actif net au début de l'exercice</b>	12,92	12,97	12,33	12,59	12,08	8,64	8,60	8,16	8,24	7,80
Augmentation (diminution) liée aux activités :										
Total des revenus	0,45	0,45	0,43	0,43	0,44	0,30	0,29	0,28	0,28	0,29
Total des frais (sauf les distributions)	(0,17)	-	-	-	-	(0,02)	-	-	-	-
Gains (pertes) réalisés au cours de l'exercice	0,02	0,25	0,59	(0,11)	0,24	(0,03)	0,16	0,17	(0,07)	0,18
Gains (pertes) non réalisés au cours de l'exercice	(0,07)	(0,45)	0,01	(0,60)	(0,14)	(0,25)	(0,21)	0,36	(0,29)	0,01
<b>Augmentation (diminution) totale liée aux activités <sup>2</sup></b>	0,23	0,25	1,03	(0,28)	0,54	-	0,24	0,81	(0,08)	0,48
Distributions:										
Du revenu de placements net (sauf les dividendes)	(0,32)	(0,25)	(0,49)	(0,38)	(0,23)	(0,18)	(0,19)	(0,41)	(0,25)	(0,15)
Des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Des gains en capital	-	-	-	-	(0,18)	-	-	-	-	(0,12)
Remboursement de capital	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	-	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	-
<b>Distributions totales <sup>3</sup></b>	(0,33)	(0,26)	(0,50)	(0,39)	(0,41)	(0,19)	(0,20)	(0,42)	(0,26)	(0,27)
<b>Actif net à la fin de l'exercice *</b>	12,80	12,92	12,97	12,31	12,59	8,69	8,64	8,60	8,16	8,23

Reportez aux notes de bas de la dernière page de ce document.

**RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES**

	Série comptes ordinaires, avec frais reportés et avec frais réduits					Série F comptes ordinaires				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) <sup>2</sup>	12 962 440	16 397 265	22 500 150	35 374 237	57 606 234	3 816 193	4 323 835	5 033 605	8 061 406	24 824 709
Nombre de parts en circulation	1 029 901	1 284 915	1 749 438	2 880 139	4 561 413	285 511	320 771	372 604	628 391	1 892 377
Ratio des frais de gestion (%) <sup>3</sup>	1,68	1,71	1,86	1,90	1,91	1,13	1,17	1,31	1,34	1,35
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) <sup>3</sup>	1,72	1,97	1,88	1,90	1,92	1,17	1,42	1,32	1,34	1,35
Ratio des frais d'opération (%) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de rotation du portefeuille (%) <sup>5</sup>	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84
Valeur liquidative par part (\$) <sup>2</sup>	12,59	12,76	12,86	12,28	12,63	13,37	13,48	13,51	12,83	13,12

	Série comptes grande valeur					Série F comptes grande valeur				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) <sup>2</sup>	3 196 041	5 036 753	4 310 571	1 702 834	1 797 575	1 123 916	1 790 989	1 393 571	1 701 546	4 673 597
Nombre de parts en circulation	250 674	390 934	333 198	138 371	142 688	83 902	132 914	103 489	133 434	359 652
Ratio des frais de gestion (%) <sup>3</sup>	1,34	1,35	1,48	1,46	1,47	0,88	0,88	1,02	0,99	0,98
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) <sup>3</sup>	1,39	1,60	1,49	1,46	1,47	0,93	1,13	1,03	0,99	0,98
Ratio des frais d'opération (%) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de rotation du portefeuille (%) <sup>5</sup>	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84
Valeur liquidative par part (\$) <sup>2</sup>	12,75	12,88	12,94	12,31	12,60	13,40	13,47	13,47	12,75	12,99

	Série comptes très grande valeur					Série comptes institutionnels				
	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12	31 déc. 16	31 déc. 15	31 déc. 14	31 déc. 13	31 déc. 12
Actif net (\$) <sup>2</sup>	202 171	371 311	443 860	442 217	467 342	191 624 539	1 058	1 028	119 435 950	120 751 213
Nombre de parts en circulation	15 793	28 739	34 232	35 864	37 084	22 059 925	122	120	14 644 680	14 659 147
Ratio des frais de gestion (%) <sup>3</sup>	1,30	1,30	1,42	1,30	1,31	0,17	0,02	0,16	0,12	0,13
Ratio des frais de gestion avant renoncations et absorptions (%) <sup>3</sup>	1,35	1,56	1,43	1,30	1,31	0,22	0,27	0,18	0,12	0,13
Ratio des frais d'opération (%) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de rotation du portefeuille (%) <sup>5</sup>	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84	88,38	76,46	83,65	129,00	114,84
Valeur liquidative par part (\$) <sup>2</sup>	12,80	12,92	12,97	12,33	12,60	8,69	8,64	8,60	8,16	8,24

Reportez aux notes de bas de la dernière page de ce document.



## FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE

\* Pour les périodes amorcées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les faits saillants financiers sont tirés des états financiers dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Pour la période comparative de 2013, l'actif net par part au début et à la fin de la période a été modifié pour tenir compte de l'adoption des IFRS, et pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les faits saillants financiers sont tirés des états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). L'actif net par part, pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2013, est calculé conformément aux PCGR, et la valeur liquidative dans le tableau de ratios et données supplémentaires est présentée selon la valeur aux fins des opérations. Tous les autres calculs aux fins du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds sont effectués à l'aide de la valeur liquidative. Au 31 décembre 2016, en vertu des IFRS, la différence entre « l'actif net » et la « valeur liquidative » est négligeable.

## ACTIF NET PAR ACTION notes

- <sup>1</sup> Ces données sont tirées des états financiers annuels vérifiés du Fonds en date du 31 décembre des années indiquées. La valeur comptable d'une part avant le 1<sup>er</sup> Janvier, 2013 présentée dans les états financiers pourraient différer de la valeur liquidative calculée aux fins de l'évaluation d'un fonds en raison de l'adoption des normes décrites dans le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation.
  - <sup>2</sup> La valeur liquidative et les distributions sont établies en fonction du nombre réel de parts au moment considéré. L'augmentation (diminution) liée aux activités est établie en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période comptable.
  - <sup>3</sup> Les distributions ont été réinvesties en parts additionnelles du Fonds, sauf si l'épargnant a demandé qu'elles lui soient versées en espèces.
- \* Il ne s'agit pas d'un rapprochement entre la valeur comptable au début et à la fin de la période, car les données sur l'augmentation (diminution) liée aux activités sont fondées sur le nombre moyen de parts pondéré au cours de la période plutôt que sur le nombre réel de parts au moment donné.

## RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES notes

- <sup>1</sup> Données au 31 décembre des années indiquées.
- <sup>2</sup> La valeur liquidative totale et la valeur liquidative par part avant le 1<sup>er</sup> Janvier, 2013 sont présentées en fonction de la valeur liquidative aux fins des opérations qui peut différer du montant présenté dans les états financiers en raison de l'adoption des normes décrites dans le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation.
- <sup>3</sup> Le ratio des frais de gestion (RFG) est calculé conformément au Règlement 81-106 et il est établi en fonction du total des frais (exception distributions, faite de courtage, des frais liés aux opérations du portefeuille et des frais sur les contrats à terme, le cas échéant) pour la période indiquée, et il est exprimé en pourcentage annualisé de l'actif net moyen quotidien au cours de celle-ci. Lorsqu'une série a été établie au cours de la période, le ratio des frais de gestion est annualisé, depuis la date de création de la série jusqu'à la fin de la période.  
  
Le gestionnaire peut autoriser une réduction des frais de gestion ou des taux des frais d'exploitation, ou les deux, pour certains investisseurs du Fonds qui paient ou engagent des distributions ou autres frais normalement payés par le Fonds ou le gestionnaire. Dans ce cas, le gestionnaire autorise une réduction ou un rabais sur une portion des frais de gestion, le Fonds ou le gestionnaire paie un montant égal à la réduction soit au titre d'une distribution, soit d'un rabais direct. Le RFG ne tient pas compte de ce type de réduction.  
  
Le gestionnaire peut temporairement décider de réduire ou de prendre en charge les frais de gestion ou les frais d'exploitation du Fonds, ou les deux, et peut, en tout temps, mettre fin à cette réduction ou cette prise en charge. Le gestionnaire s'attend à continuer d'absorber ces frais ou ces charges jusqu'à ce que le Fonds soit d'une taille suffisamment grande pour pouvoir raisonnablement absorber tous les frais et toutes les charges.
- <sup>4</sup> Le ratio des frais d'opération représente le total des courtages et des autres frais liés aux opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de l'actif net moyen quotidien au cours de la période..
- <sup>5</sup> Le taux de rotation du portefeuille indique le niveau d'activité selon lequel le conseiller en valeurs gère le portefeuille du Fonds. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation des titres en portefeuille d'un fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opération qu'il doit payer seront élevés, et plus les chances qu'un épargnant touche un gain en capital imposable seront élevées pour la période en cause. Il n'existe pas nécessairement de lien entre un volume d'opérations élevé et le rendement d'un fonds.